



**La Croix : « Nous sommes sur le chemin de vaincre l'inflation, sans provoquer de récession ni de chômage massif »**

**19 septembre 2023**

**Interview de François Villeroy de Galhau,**

**Gouverneur de la Banque de France**

**Le bout du tunnel est-il proche sur l'inflation ? Vous avez longtemps parlé d'un phénomène transitoire...**

Avant l'invasion de l'Ukraine, tout le monde estimait qu'il s'agissait d'un phénomène transitoire. Depuis, nous avons changé notre politique monétaire et aujourd'hui, il y a des premiers succès : nous avons passé le point haut de l'inflation totale, et de celle sur l'alimentation - qui est la plus significative pour les Français. Mais ceci ne suffit pas, bien sûr. Nous nous engageons à ramener l'inflation vers l'objectif de 2 % d'ici à 2025, en France comme en Europe. Pour guérir cette maladie, il faut savoir être tenace sur le remède que sont les taux d'intérêt : nous maintiendrons donc ceux de la BCE à leur niveau actuel de 4% le temps qu'il faudra.

**Le gouvernement a annoncé le blocage des prix de 5 000 produits. Qu'en pensez-vous ?**

En France, les relations entre distributeurs et industriels de l'agroalimentaire sont très réglementées et complexes, et une intervention de la puissance publique peut être logique. D'autant que les marges de cette industrie ont augmenté.

**Les marges des entreprises nourrissent-elles l'inflation ?**

Ce sujet est passionné mais compliqué. Il est normal qu'une entreprise répercute l'augmentation de ses coûts, mais beaucoup moins qu'elle cherche à sur-répercuter. Quand alors la concurrence ne suffit pas, les pouvoirs publics sont légitimes à intervenir. Ce peut être le cas aujourd'hui dans l'énergie.

**Les carburants sont au plus haut. Le gouvernement vient d'autoriser la vente à perte...**

C'est une piste possible, à côté de la surveillance des marges des raffineurs. Elles sont en tout cas préférables au retour d'une ristourne à la pompe, qui subventionnerait la consommation d'énergie fossile et coûterait inutilement cher, alors que l'inflation décélère et que le pouvoir d'achat se rétablit progressivement.

**Votre objectif est de revenir à 2 % d'inflation. Certains plaident pour le relever en raison des mutations de l'économie...**

Ce serait une fausse bonne idée. La première préoccupation de nos concitoyens, c'est l'inflation. Et socialement, une inflation à 2 ou à 4 % change beaucoup de choses, car elle frappe d'abord les plus pauvres. D'autant que si nous annonçons un objectif d'inflation porté à 4 %, les taux d'intérêt monteraient immédiatement de plus de 2 points...

**Comment stimuler la croissance française ?**

D'abord, contrairement au scénario tant redouté fin 2022, nous sommes sur le chemin de vaincre l'inflation, sans provoquer de récession ni de chômage massif. Reste que la France ne doit pas en demeurer à une croissance limitée à 0,9 %, ce qui est notre prévision pour cette année et l'an prochain. La solution ne passe pas par l'accumulation coûteuse de déficits et de dettes, mais par trois transformations dans la durée : écologique, numérique, et surtout celle du travail.

**Que manque-t-il pour arriver au plein-emploi ?**

Nous sommes en train de sortir de ce qui a été la maladie française numéro un pendant 40 ans : le chômage de masse. Il faut le saluer. La France n'a jamais eu autant d'emplois, les Français n'ont jamais autant travaillé qu'aujourd'hui. Regardez l'apprentissage : nous sommes en train de combler notre retard par rapport à l'Allemagne. Atteindre le plein emploi, c'est-à-dire passer de 7 % à moins de 5 % de chômage, ne peut être immédiat en raison du ralentissement actuel. Mais c'est réaliste d'ici quelques années. La première grande bataille, c'est la formation : donner aux jeunes les compétences qui correspondent mieux aux besoins des employeurs. L'autre bataille, c'est répondre aux nouvelles attentes des salariés sur l'autonomie, le télétravail, et surtout le sens de leur travail.

**La hausse des taux est une bombe sociale : les Français ont désormais beaucoup de peine à se loger...**

Le secteur immobilier est l'un de ceux qui avaient le plus bénéficié des taux d'intérêt très bas. Il y a encore deux ans, on pouvait emprunter à un taux de 1 à 1,5 %, du jamais vu. Aujourd'hui, les taux sont revenus au niveau d'avant 2015, entre 4 et 5 %. Évidemment, la production de crédits est beaucoup moins élevée que le pic exceptionnel de 2021. Mais il est souhaitable maintenant que la production de crédits reprenne progressivement. Pour cela, il faut d'abord que la demande des ménages reparte, alors que beaucoup attendent que les prix immobiliers baissent.

**Ils n'obtiennent pas de crédit bancaire, et vous en avez resserré les conditions...**

Non ! Nous avons fixé des règles de bon sens pour arrêter la dérive vers des crédits toujours plus risqués. On ne relancera pas l'immobilier en surendettant les emprunteurs, sauf à risquer une catastrophe économique et sociale. Rappelons-nous la crise des *subprimes* aux États-Unis. Mais au-delà de cette sagesse, il n'y a aucune raison aujourd'hui que les Français n'obtiennent pas de crédit dans leurs banques: nous y serons attentifs avec Bruno Le Maire, après toutes les mesures prises en ce sens.

**Le gouvernement finalise le budget 2024. Faut-il surtaxer les plus riches pour la transition écologique ?**

Le premier impôt envisageable serait une taxe carbone, la plus efficace pour diminuer la consommation de carbone et procurer des recettes fiscales. Mais il faut qu'elle soit juste, en réponse aux difficultés soulevées par les gilets jaunes. Il n'y a pas de recette magique, mais ce devrait être un champ privilégié du débat démocratique. Nous rêverions tous d'une transition financée par les autres : la vérité, c'est qu'elle exige du temps et des efforts solidaires de chacun. Mais de même que l'Europe a été pionnière sur son modèle social, sa vocation peut être aujourd'hui de montrer la voie d'un modèle environnemental qui réussit.

**N'êtes-vous pas trop optimiste sur la France, avec toutes les tensions sociales ?**

Il est vrai que nous vivons une tension : d'un côté nous devons voir et entendre toutes les souffrances actuelles. Mais nous devons aussi soigner notre confiance. La grande majorité des autres peuples voient en la France un pays prospère, entreprenant, avec moins d'inégalités qu'ailleurs. Il y a bien sûr tout ce qui reste à faire : la crise de certains services publics, une vraie égalité des chances à l'école, la transition écologique. Mais ayons la confiance et l'espérance que nous pouvons y réussir ensemble.